



Poupart Lussier
Labelle, CPA INC.

Société de Comptables Professionnels
Agréés (SPRCP)

3100, boul. Le Carrefour
Bureau 551
Laval (Québec) H7T 2K7
Tél. : 450-682-3543
Fax : 450-688-2377
www.groupepoupart.com

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LAVAL

ÉTATS FINANCIERS

AU 30 JUIN 2016



Poupart Lussier
Labelle, CPA INC.

Société de Comptables Professionnels
Agréés (SPRCP)

3100, boul. Le Carrefour
Bureau 551
Laval (Québec) H7T 2K7
Tél. : 450-682-3543
Fax : 450-688-2377
www.groupepoupart.com

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LAVAL

ÉTATS FINANCIERS

AU 30 JUIN 2016

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 3
Résultats	4
Avoir des membres	5
Bilan	6
Flux de trésorerie	7
Notes complémentaires	8 - 13
Renseignements complémentaires :	
Revenus et coûts des activités	- <i>Annexe 1</i> 14
Revenus et dépenses du bureau d'immatriculation	- <i>Annexe 2</i> 15
Frais d'administration	- <i>Annexe 3</i> 16



Poupart Lussier
Labelle, CPA INC.

Société de Comptables Professionnels
Agréés (SPRCP)

3100, boul. Le Carrefour
Bureau 551
Laval (Québec) H7T 2K7
Tél. : 450-682-3543
Fax : 450-688-2377
www.groupepoupart.com

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de
La Chambre de Commerce et d'Industrie de Laval,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de **La Chambre de Commerce et d'Industrie de Laval**, qui comprennent le bilan au 30 juin 2016, les états des résultats, de l'avoir des membres et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de **La Chambre de Commerce et d'Industrie de Laval** au 30 juin 2016, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.



POUPART LUSSIER LABELLE, CPA INC.

Par : Yves Poupart, CPA auditeur, CA

Laval, Québec
Le 1^{er} septembre 2016

RÉSULTATS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2016

	2016 \$	2015 \$
REVENUS		
Cotisations des membres	203 674	182 560
Revenus des activités - <i>Annexe 1</i>	1 418 863	1 262 996
Revenus du bureau d'immatriculation - <i>Annexe 2</i>	339 063	401 139
	1 961 600	1 846 695
COÛTS ET DÉPENSES		
Coûts des activités - <i>Annexe 1</i>	998 730	886 777
Dépenses du bureau d'immatriculation - <i>Annexe 2</i>	299 532	349 704
Frais d'administration - <i>Annexe 3</i>	648 489	655 196
	1 946 751	1 891 677
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES (DÉPENSES SUR LES REVENUS) AVANT LES COÛTS NON RÉCURRENTS	14 849	(44 982)
COÛTS NON RÉCURRENTS		
Relatifs au déménagement du bureau d'immatriculation	-	6 029
Relatifs à la planification stratégique	-	20 272
	-	26 301
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES (DÉPENSES SUR LES REVENUS) DE L'EXERCICE	14 849	(71 283)

AVOIR DES MEMBRES

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2016

	Non grevé d'affectations	2016 Investi en immobilisations	Total	2015 Total
	\$	\$	\$	\$
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	58 283	152 905	211 188	282 471
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus) de l'exercice	52 948	(38 099)	14 849	(71 283)
Acquisition d'immobilisations corporelles	111 231	114 806	226 037	211 188
Remboursement de la dette à long terme liée aux immobilisations corporelles	(12 306)	12 306	-	-
	(338)	338	-	-
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	98 587	127 450	226 037	211 188

BILAN AU 30 JUIN 2016

	2016 \$	2015 \$
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse [note 3]	8 146	-
Comptes clients et autres créances [note 4]	465 245	580 601
Charges imputables au prochain exercice	19 812	7 014
	493 203	587 615
IMMOBILISATIONS CORPORELLES [note 5]	141 323	167 116
	634 526	754 731
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Découvert bancaire [note 3]	-	137 541
Emprunts bancaires [note 6]	20 000	70 000
Fournisseurs et charges à payer [note 7]	217 477	138 353
Produits reportés [note 8]	115 155	129 172
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an [note 9]	20 697	16 348
	373 329	491 414
DETTE À LONG TERME [note 9]	35 160	52 129
	408 489	543 543
AVOIR DES MEMBRES		
NON GREVÉ D'AFFECTATIONS	98 587	58 283
INVESTI EN IMMOBILISATIONS	127 450	152 905
	226 037	211 188
	634 526	754 731

Engagements et éventualité [note 10]

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

_____, administrateur

_____, administrateur

FLUX DE TRÉSORERIE

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2016

	2016 \$	2015 \$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus) de l'exercice	14 849	(71 283)
Élément sans incidence sur la trésorerie et équivalents de trésorerie :		
Amortissements – immobilisations corporelles	38 099	26 588
	52 948	(44 695)
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation :		
Comptes clients et autres créances	115 356	(227 706)
Charges imputables au prochain exercice	(12 798)	3 425
Fournisseurs et charges à payer	79 124	(110 573)
Produits reportés	(14 017)	31 092
	167 665	(303 762)
	220 613	(348 457)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunts bancaires	(50 000)	(5 000)
Dette à long terme	-	65 000
Remboursement de la dette à long terme	(12 620)	(14 796)
	(62 620)	45 204
ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(12 306)	(66 103)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	145 687	(369 356)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (INSUFFISANCE) AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(137 541)	231 815
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (INSUFFISANCE) À LA FIN DE L'EXERCICE	8 146	(137 541)

La trésorerie et les équivalents de trésorerie (insuffisance) se détaillent comme suit :

Encaisse (découvert bancaire)	8 146	(137 541)
-------------------------------	-------	-----------

NOTES COMPLÉMENTAIRES

30 JUIN 2016

1. NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme, constitué en vertu de la *Partie II de la Loi fédérale sur les chambres de commerce*, se définit comme un réseau de gens d'affaires voué à la représentation de ses membres ainsi qu'au développement des entreprises lavalloises grâce à son rôle de catalyseur dans la promotion du développement économique et social. L'organisme est exempté des impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus. Les principales estimations portent sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles et l'évaluation de la provision pour créances douteuses.

Constatation des produits

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Laval applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Le produit relatif aux cotisations des membres est comptabilisé au prorata du nombre de mois écoulé depuis l'encaissement de la cotisation du membre.

Les produits relatifs au bureau d'immatriculation et aux autres activités sont comptabilisés lorsque les services ont été rendus, que le risque a été transféré et que le prix a été établi.

Apports reçus sous forme de biens et services

Le fonctionnement de l'organisme dépend d'apports reçus sous forme de biens et de services de nombreux membres bénévoles. Du fait que l'organisme ne se procure normalement pas ces biens et services contre paiement et qu'il est difficile de faire une estimation de leur juste valeur, les apports reçus sous forme de biens et services ne sont pas constatés dans les états financiers.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

30 JUIN 2016

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES [suite]

Immobilisations corporelles [suite]

L'amortissement est calculé en fonction de leur durée de vie utile selon les méthodes et les taux suivants :

	Méthodes	Taux
Mobilier et agencement	Solde dégressif	10%
Enseigne	Solde dégressif	20%
Équipement de bureau	Solde dégressif	20%
Équipement informatique	Solde dégressif	20%
Améliorations locatives	Linéaire	5 et 10 ans
Logiciels	Solde dégressif	20%

Instruments financiersÉvaluation des instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur. Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les résultats.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse et des comptes clients et autres créances.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des fournisseurs et charges à payer et des produits reportés.

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

Coûts de transaction

L'organisme comptabilise ses coûts de transactions aux résultats de l'exercice où ils sont engagés dans le cas des instruments financiers qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Cependant, les instruments financiers qui ne seront pas évalués ultérieurement à la juste valeur sont majorés des coûts de transaction directement attribuables à la création, à l'émission ou à la prise en charge.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend l'encaisse incluant les découverts bancaires dont le solde fluctue souvent entre le découvert et le disponible. Les équivalents de trésorerie comprennent les placements à court terme, très liquides, facilement convertibles et dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

30 JUIN 2016

3. ENCAISSE ET DÉCOUVERT BANCAIRE

	2016 \$	2015 \$
Bureau d'immatriculation	16 248	(100 824)
Autres	(8 102)	(36 717)
	8 146	(137 541)

4. COMPTES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

	2016 \$	2015 \$
Comptes clients		
Bureau d'immatriculation	294 056	347 820
Cotisations et autres	89 403	193 142
	383 459	540 962
Taxes sur les produits et services	9 430	3 564
Autres	72 356	36 075
	465 245	580 601

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2016			2015
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur nette \$	Valeur nette \$
Services administratifs :				
Mobilier et agencement	81 169	65 110	16 059	15 701
Équipement de bureau	75 643	67 339	8 304	9 434
Équipement informatique	140 718	107 111	33 607	37 833
Améliorations locatives	40 041	40 041	-	7 884
Logiciels	57 901	11 068	46 833	52 778
Bureau d'immatriculation :				
Enseigne	4 195	1 175	3 020	3 775
Équipement de bureau	67 287	44 492	22 795	27 471
Équipement informatique	20 109	18 032	2 077	2 597
Améliorations locatives	10 151	1 523	8 628	9 643
	497 214	355 891	141 323	167 116



NOTES COMPLÉMENTAIRES

30 JUIN 2016

6. EMPRUNTS BANCAIRES

L'organisme dispose de deux marges de crédit renouvelables annuellement, l'une d'un montant autorisé de 150 000\$ pour les services administratifs et l'autre d'un montant autorisé de 50 000\$ pour le bureau d'immatriculation. Les deux marges de crédit portent intérêt au taux préférentiel majoré de 1,5% et sont garanties par une hypothèque mobilière de premier rang sur l'universalité des créances, présentes et futures.

7. FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	2016 \$	2015 \$
Fournisseurs		
Bureau d'immatriculation	127 594	35 593
Autres	35 831	54 128
Salaires, vacances, commissions et bonis à payer	54 052	48 632
	217 477	138 353

8. PRODUITS REPORTÉS

	2016 \$	2015 \$
Cotisations reportées	81 807	94 546
Autres produits reportés	33 348	34 626
	115 155	129 172

9. DETTE À LONG TERME

	2016 \$	2015 \$
Emprunt au taux de 4,99%, remboursable par versements mensuels en capital et intérêts de 1 226\$, échéant en juillet 2019, garanti par une hypothèque mobilière de premier rang sur l'universalité des biens présents et futurs ainsi que sur les droits et indemnités d'assurance.	41 983	54 265
Emprunt sans intérêt, remboursable par mensualités de 338,39\$ jusqu'en décembre 2018. ⁽¹⁾	13 874	14 212
	55 857	68 477
Moins : Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	20 697	16 348
	35 160	52 129

⁽¹⁾ L'organisme n'a pas versé les montants remboursables durant l'exercice et est en discussion avec le prêteur afin de modifier les termes de l'entente.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

30 JUIN 2016

9. DETTE À LONG TERME *[suite]*

Les versements en capital sur la dette à long terme à effectuer au cours des quatre prochains exercices, sont les suivants :

	\$
2017	20 697
2018	17 634
2019	16 297
2020	1 229
	55 857

10. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉ

L'organisme s'est engagé en vertu de deux baux pour la location d'espaces pour le bureau d'immatriculation et celui des services administratifs. Le solde des engagements suivant ces baux, exclusion faite des clauses escalatoires d'impôts fonciers et autres, s'établit à 217 535\$. Cependant, le 28 juillet 2015, l'organisme a signé une entente de partenariat de 3 ans avec la Ville de Laval qui lui accorde un report de versement de loyer pour ses locaux administratifs, pour les deux prochains exercices. L'organisme a reçu une confirmation verbale d'une réduction de 37 000\$ du loyer par un représentant de la Ville de Laval pour l'exercice terminé le 30 juin 2016 et le paiement du solde du report sera cumulé et payable selon les capacités financières de l'organisme lors du renouvellement de l'entente en 2017-2018. Les paiements minimums exigibles au cours des quatre prochains exercices, excluant le report accordé, sont les suivants :

	Bureau d'immatriculation \$	Services administratifs \$	Total \$
2017	24 300	57 044	81 344
2018	24 300	57 044	81 344
2019	24 300	28 522	52 822
2020	2 025	-	2 025
	74 925	142 610	217 535

De plus, l'organisme s'est engagé à titre de mandataire de la Société de l'assurance automobile du Québec à gérer selon leurs normes, le bureau d'immatriculation et ce, jusqu'au 31 décembre 2016. La société doit maintenir un cautionnement de 60 000\$ auprès du mandataire pour la durée de ce contrat.

L'organisme a signé une convention collective pour le personnel opérant du bureau d'immatriculation échéant le 21 mars 2019.

11. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risques et concentrations

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. L'analyse suivante indique l'exposition de l'entité aux risques à la date du bilan, soit au 30 juin 2016.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

30 JUIN 2016

11. INSTRUMENTS FINANCIERS *[suite]*

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'entité est exposée à ce risque principalement en regard à ses fournisseurs et charges à payer, sa dette à long terme et ses engagements.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'entité sont liés aux comptes clients et autres créances. L'entité consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités.

Pour les autres créances, la société évalue de façon continue les pertes probables et constitue une provision pour pertes en se fondant sur la valeur de réalisation estimative des créances.

12. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice 2015 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2016.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LAVAL

14.
Annexe I

REVENUS ET COÛTS DES ACTIVITÉS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2016

	2016			2015		
	Revenus \$	Coûts \$	Résultats \$	Revenus \$	Coûts \$	Résultats \$
Attestation de certificats d'origine	3 669	-	3 669	3 089	-	3 089
Partenariat	11 076	-	11 076	-	-	-
Activités – comité relève	-	-	-	3 495	1 433	2 062
Réseau Express	11 710	2 307	9 403	8 700	1 927	6 773
Gala Dunamis	160 960	90 565	70 395	186 827	98 038	88 789
Midis-réseautage	29 762	15 655	14 107	21 542	10 073	11 469
Midis-causeries	91 964	48 212	43 752	123 139	81 239	41 900
Petits déjeuners	2 410	1 345	1 065	-	-	-
Projets spéciaux	80 156	15 978	64 178	160 931	85 848	75 083
Cocktail du président	-	-	-	2 625	3 035	(410)
Parcs industriels	10 652	10 652	-	-	-	-
Mission économique	-	-	-	-	3 480	(3 480)
MAG	305 091	209 890	95 201	283 515	190 847	92 668
Salons de l'auto	104 650	88 275	16 375	69 300	59 675	9 625
Salon du commerce	-	-	-	6 897	1 375	5 522
Salon des entreprises	110 060	67 380	42 680	-	-	-
Forum immobilier	57 907	44 033	13 874	-	-	-
Sports et plus – réseautage	3 697	2 571	1 126	3 871	2 818	1 053
Tournoi de golf	66 525	47 797	18 728	97 570	56 933	40 637
Dans la Mire	-	-	-	8 570	7 131	1 439
Colloque RH	-	-	-	46 685	46 685	-
Colloque développement durable	23 120	17 006	6 114	-	-	-
Francisation	71 652	58 408	13 244	70 969	70 969	-
Assises annuelles	20 000	26 372	(6 372)	44 977	44 977	-
Immigration	26 208	25 428	780	-	-	-
Adéquation	48 939	48 121	818	44 002	44 002	-
MFEQ	-	-	-	76 292	76 292	-
Projets emploi-Québec	178 655	178 735	(80)	-	-	-
	1 418 863	998 730	420 133	1 262 996	886 777	376 219



Poupart Lussier
Labelle, CPA INC.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LAVAL

15.
Annexe 2

REVENUS ET DÉPENSES DU BUREAU D'IMMATRICULATION

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2016

	2016 \$	2015 \$
REVENUS	339 063	401 139
FRAIS D'EXPLOITATION		
Salaires et charges sociales	214 066	257 884
Assurances	3 817	4 417
Électricité	3 239	4 837
Entretien du local	8 436	8 155
Frais de bureau	5 124	10 339
Consultants	1 056	-
Frais de livraison	11 435	13 938
Loyer	24 300	20 734
Sécurité	7 474	10 213
Taxes et permis	-	805
Télécommunications	7 352	6 656
Fais bancaires	5 667	6 475
Amortissement – immobilisations corporelles	7 566	5 251
	299 532	349 704
	39 531	51 435

FRAIS D'ADMINISTRATION

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 2016

	2016 \$	2015 \$
FRAIS D'ADMINISTRATION		
Salaires et charges sociales	404 732	378 386
Commissions	11 577	11 004
Assemblées	15 198	12 931
Assurances	3 866	3 667
Relève	1 272	1 492
Congrès	50	650
Consultants	59 083	60 689
Cotisations	5 582	6 196
Créances douteuses	5 048	1 442
Déplacements	3 476	6 297
Entretien et location d'équipement de bureau	8 815	3 543
Envois postaux	5 408	3 792
Fournitures de bureau et papeterie	11 814	14 706
Informatique et développement technologique	28 633	33 166
Loyer [note 10]	20 048	58 101
Messagerie	710	692
Promotion et publicité	2 407	4 037
Représentation	1 929	3 378
Télécommunications	12 629	13 572
Intérêts sur la dette à long terme	2 434	2 754
Frais bancaires	13 245	13 364
Amortissement – immobilisations corporelles	30 533	21 337
	648 489	655 196